

Pour un autre regard de l'Europe au Moyen-Orient

Paix et Vérité, cercle d'Idées



DOSSIER

La bombe iranienne, ou le douteux triomphe de la présidence Obama

L'accord nucléaire du président Obama avec l'Iran est un acte intentionnel. C'est la première fois que les États-Unis vont passer délibérément un pacte avec un pays décidé à annihiler un autre peuple - un pacte où il n'est même pas exigé de ce pays qu'il répudie formellement ses objectifs génocidaires.... En fonction de l'issue de l'accord iranien, ce rapprochement avec un régime antijuif pourrait un jour rejoindre la souillure de l'esclavage dans l'héritage de l'Amérique .

Le JCPOA, le nom de l'accord nucléaire¹ avec l'Iran, obtenu à Vienne à la mi-juillet 2015, a quelque chose de déconcertant.

Voilà un accord où un pays superpuissant, l'Amérique, accepte sur des questions majeures, quasiment toutes les exigences de l'Iran, un adversaire affaibli dont l'économie est étranglée par les sanctions.

Voici un accord finalisé à condition que le fort, l'Amérique, rémunère le faible, l'Iran, à hauteur de 10 milliards de dollars (0,7 milliard de dollars mensuels) pour qu'il consente à rester à la table des négociations.

Voici un accord historique annoncé au monde à grand coups de trompette, au bas duquel aucun des protagonistes de la négociation n'a apposé et n'apposera la moindre signature.

Voici un accord qui entre en vigueur avec le soutien d'une minorité de Sénateurs et de Représentants au Congrès, et d'une minorité du peuple, alors que la constitution américaine stipule depuis les Pères fondateurs de la Nation, qu'une forte majorité des 2/3 au Sénat est indispensable pour adopter tout traité générateur d'obligations internationales.

Voici un accord censé annoncer que la guerre est conjurée, mais que tous les personnages officiels de l'Iran, le partenaire de l'arrangement, célèbrent dans la rue au cri indéfiniment repris de "Mort à l'Amérique!"

Voici un accord exalté comme une grande victoire par les ennemis mortels de l'Amérique, le Hezbollah, le Hamas, les Gardes de la Révolution iranienne. Et subi comme une défaite de portée historique par les alliés fidèles de Washington, Israël, les États du Golfe, la Jordanie, ou l'Arabie saoudite qui demandait il y a peu aux Yankees de "couper la tête du serpent [iranien]".

Voici un accord, présenté par Obama comme "la seule alternative à la guerre", qui induit dans la foulée des livraisons d'armes américaines d'un volume et d'une sophistication sans précédent aux pays de la région.

Voici un accord conçu pour apaiser les tensions régionales au Moyen-Orient, qui stipule le reversement en cash de dizaines (de centaines?) de milliards de dollars à l'Iran désigné par les services officiels des États-Unis comme le premier sponsor du terrorisme dans le monde.

Voici un accord avalisé par l'Amérique, qui lève méthodiquement tous les obstacles juridiques et diplomatiques à la possession à terme par l'Iran d'ogives nucléaires et de missiles intercontinentaux, plaçant le territoire de l'Oncle Sam à portée des tirs des mollahs.

Et finalement, pour les experts de Stratfor, un organisme d'analyse stratégique américain peu suspect de déplaire au Département d'État, "l'accord nucléaire avec l'Iran ne

¹ Officiellement dénommé JCPOA pour *Joint Comprehensive Plan Of Action* ou Plan d'action conjoint final; il clôt une négociation entre les 5 pays ayant un droit de vote au Conseil de Sécurité de l'ONU plus l'Allemagne (P5+1 ou E3 EU3) et l'Iran.

*signifiera pas moins de violence et de guerre; il y en aura davantage."*²

Ce scénario insolite suscite des interrogations. Quel était le véritable sens de l'accord de Vienne obtenu après deux longues années de négociations? Soulignons avant de traiter de cette question que les deux protagonistes véritables de la négociation étaient les États-Unis et l'Iran. Les pays européens faisaient de la figuration, ou de la communication dans le cas de la France³, tandis que la Russie et la Chine attendaient en embuscade que les positions se précisent pour pousser leurs pions en vue de l'après accord.

L'intention initiale des États-Unis était de priver le régime issu de la révolution khomeyniste de 1979 du système d'armes nucléaires et balistiques qu'il convoite depuis des décennies, sans impliquer la force militaire de quelque façon que ce soit.

Dans l'analyse qui suivra, de nombreux aspects de l'accord de Vienne paraîtront surprenants, à la frontière entre la diplomatie et la pantalonnade. L'amiral James Stavridis, ancien Commandant interallié de l'Otan, qualifiera l'arrangement de "guyère", ajoutant, "on pourrait faire passer un camion par certains de ses trous."⁴

Or Obama, Kerry, et leurs équipes, nécessairement avertis de ses failles étranges, l'ont vanté et défendu pied à pied, bien qu'ils aient été conscients que la stabilité de la région et la sécurité des Occidentaux allaient être impactés à terme. Il faut résoudre l'énigme suivante : au nom de quel intérêt supérieur ou de quel calcul la Maison Blanche a-t-elle agi? Il faut aussi s'interroger sur la solidité des institutions de la première puissance du monde, du Congrès en particulier, dont la raison d'être est de faire barrage aux décisions hautement problématiques de l'exécutif. En réalité, un accord d'une portée aussi décisive, matérialise une doctrine globale, au-delà du programme nucléaire de l'Iran. Identifier le contenu de cette doctrine, reflet de la philosophie politique de la présidence Obama, donnera des indications sur la façon dont l'Amérique, du moins le courant aujourd'hui dominant, envisage sa place dans le monde au 21ème siècle.

1 - L'ANATOMIE DE L'ACCORD NUCLÉAIRE DE VIENNE

² "Overall, the Iran nuclear deal then will not mean less violence or war; it will mean more." *Why Middle Eastern Conflicts Will Escalate* 28 août 2015

<https://www.stratfor.com/analysis/why-middle-eastern-conflicts-will-escalate?login=1>

³ La diplomatie française prétend avoir défendu une position "robuste". Certaines déclarations de Laurent Fabius étaient effectivement pertinentes. Mais comme la France a pris parti sans équivoque pour le texte final qui balayait ses objections, on peut penser qu'elle désirait plus prouver sa sympathie à certains de ses amis arabes effrayés par la débandade américaine (Saoudiens, États du Golfe), que bloquer des décisions catastrophiques pour ses intérêts à terme.

⁴ Voir <http://freebeacon.com/national-security/ret-admiral-stavridis-you-can-drive-a-truck-through-holes-in-iran-deal/>

Les travaux qui ont abouti au JCPOA ont débuté en mai 2013 à Istanbul, le Guide Suprême Khamenei ayant déclaré qu'il n'était "pas opposé" à des négociations. Le régime des sanctions⁵ qui frappait alors l'Iran, considérablement durci depuis 2010, était en train de paralyser gravement l'économie (inflation galopante, chute du rial, contraction du produit intérieur).

Depuis septembre 2002, on savait que l'Iran développait secrètement une filière d'enrichissement de l'uranium, (à Natanz) et une filière de production de plutonium (à Arak), interdites par le Traité de Non Prolifération. Dès 2003, des rapports de l'AIEA⁶ alertaient sur une *possible dimension militaire du programme iranien* (PMD). On suspectait le régime d'avoir progressé dans les techniques de militarisation (usinage hémisphérique du combustible, détonateurs multipoints). De plus une nouvelle installation secrète sera découverte en 2009 à Fordow. Profondément enterrée dans un relief montagneux près de Qom, invulnérable aux frappes aériennes, elle n'était pas compatible avec un programme nucléaire civil. Dans son bilan de l'année 2013, le directeur des renseignements américains, James Clapper, écrivait: "*Téhéran a réalisé des progrès techniques dans de nombreux domaines - enrichissement de l'uranium, réacteurs nucléaires, et missiles balistiques - à partir desquels il pourrait, s'il le décidait, construire des armes nucléaires et leurs vecteurs balistiques. Ces acquisitions techniques renforcent notre conclusion que l'Iran dispose des capacités scientifiques, techniques et industrielles de produire à terme des armes nucléaires.*"⁷ L'Amérique faisait le constat que l'Iran était déjà parvenu en 2013 au seuil de l'arme nucléaire. Signe de l'époque, cette conclusion officielle n'empêchait pas Obama d'affirmer toujours qu'une fatwa chiite - dont nul n'a jamais vu trace - interdirait la production d'armes nucléaires.

Pour stopper ce programme, il y avait un consensus jusqu'en 2013 dans la "communauté internationale." Il fallait que l'Iran cesse toute production de combustible fissile, six résolutions du Conseil de Sécurité à l'appui.

La solution consistait à démanteler les installations à double usage (civil et militaire), les besoins iraniens en uranium enrichi pour la production d'électricité et la recherche médicale étant couverts par des importations ou l'enrichissement à l'étranger (en Russie en particulier). Comme Téhéran refusait obstinément de se conformer à

⁵ Sept résolutions contraignantes du CS de l'ONU, n°1696 (2006), n°1737 (2006), n°1747 (2007), n°1803 (2008), n°1835 (2008), n°1929 (2010), et n°2224 (2015). Il y a aussi des sanctions spécifiques de l'Union européenne et des États-Unis dont le fameux *Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act* (CISADA) de 2010

⁶ L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique C'est une agence de l'ONU créée en octobre 1956, qui veille au développement pacifique et sûr des technologies liées au nucléaire. Son siège est à Vienne.

⁷ Statement for the record Worldwide Threat Assessment of the US Intelligence Community, 29 janv. 2014 p.5 http://www.intelligence.senate.gov/sites/default/files/hearings/clapper_0.pdf

ces résolutions de l'ONU, il a été soumis à un régime de sanctions internationales de plus en plus contraignantes.

L'option alternative au démantèlement serait d'obtenir le gel volontaire du programme militaire assorti de contrôles sur place, sans détruire les installations d'enrichissement existantes. Elle a d'immenses inconvénients. Il faut être capable de contrôler les stocks de métal enrichi et les taux d'enrichissement, de connaître leur localisation sur le territoire, et de détecter d'éventuelles activités de militarisation. Cette option est très onéreuse, complexe, et incertaine. Les sites sensibles sont nombreux, le territoire étendu, l'imagination des fraudeurs iraniens dont les exploits sont innombrables, particulièrement fertile.

Le JCPOA est bâti sur cette seconde option. Il n'exige le démantèlement d'aucune installation, ni de la moindre centrifugeuse. Le programme nucléaire iranien restera intact à quelques ajustements près dans l'organisation de certains sites (Arak et Fordow). L'accord va donc reposer sur une transaction : la levée des sanctions contre l'engagement de l'Iran de limiter pendant un certain temps ses stocks et sa production de matière fissile militaire. Il devra aussi renoncer à toute activité de militarisation. Un système de vérification très lourd, confié à l'AIEA, et le rétablissement éventuel des sanctions, garantiront le respect du pacte.

Envisagé sous un autre angle, le dispositif se propose de porter à un an le "*breakout time*", c'est à dire le temps nécessaire à la production du combustible fissile nécessaire pour une bombe. Ce "*breakout time*" serait aujourd'hui de trois mois selon les États-Unis. Le délai d'un an est censé donner le temps de bloquer un éventuel "saut nucléaire" de l'Iran par tous moyens, y compris militaires.

Les verrous

L'accord "complet" de Vienne comporte des obligations réciproques, très succinctement

- Le principe de la renonciation de l'Iran à l'arme nucléaire, au point iii du préambule : "*L'Iran réaffirme que quelles que soient les circonstances il ne cherchera jamais à développer ou à acquérir des armes nucléaires.*"⁸ Rappelons toutefois que les chiites sont les maîtres de la *taqia*, l'obligation religieuse de tromper l'ennemi pour assurer la victoire de l'islam.
- Le gel de la production de matière fissile:
 - le stock d'uranium enrichi ne devra pas dépasser 300 kg alors qu'il est aujourd'hui de 12 tonnes;
 - l'enrichissement sera limité à 3,67% (soit la moitié du temps permettant d'obtenir la concentration militaire à 90%);
 - le nombre maximum de centrifugeuses actives sera de 5060 (sur 19.000) sur le seul site de Natanz. Les centrifugeuses excédentaires sont stockées et non détruites, et l'Iran ne produira pas de nouvelle centrifugeuse pendant 8 ans.

⁸ Voir le texte complet de l'accord en anglais: <http://apps.washingtonpost.com/g/documents/world/full-text-of-the-iran-nuclear-deal/1651/>

- Le blocage de la filière plutonium : le réacteur à eau lourde d'Arak doit être reconfiguré de façon à ne pas produire du plutonium militaire.
- La reconversion du bunker souterrain géant de Fordow en centre de recherche de physique nucléaire utilisant 1040 centrifugeuses déployées en deux cascades.
- Le contrôle l'exécution est confié à l'AIEA. L'Iran devra ratifier le Protocole additionnel du Traité de non-prolifération permettant des inspections plus intensives, étendues si nécessaire aux sites militaires. En cas de viol de l'accord, le rétablissement immédiat des sanctions (snap-back) est prévu.
- La levée des sanctions est progressive, en fonction de l'exécution des obligations des parties, au bout de 8 ans au maximum, mais avant cette date si le caractère pacifique du programme est attesté par l'ONU.

C'est ainsi qu'en présentant l'accord définitif le président américain publie un communiqué de victoire : "*Toutes les voies d'accès à l'arme nucléaire sont fermées.*"⁹

Pourtant, au même moment, alors que l'Iran crie victoire et fait éclater bruyamment sa joie, les alliés américains de la région, Arabes et Israéliens confondus, sont atterrés. Pourtant la majorité des élus des deux chambres du Congrès, l'écrasante majorité des généraux et des amiraux autorisés à s'exprimer librement¹⁰, le peuple américain en grande majorité¹¹, tout sont opposés au "nuclear deal" de leur président. Les figures démocrates les plus respectées du Sénat, les sénateurs Chuck Shumer, Robert Menendez ou Ben Cardin diront leur refus dans des termes inusités : "*Pour moi, le risque tangible que l'Iran... utilise l'accord pour poursuivre ses objectifs abominables est trop grand.*" (Shumer), "*Si l'Iran obtient la bombe, mon nom ne sera pas gravé dessus*" (Menendez). Le jeune sénateur Démocrate Ted W Lieu, dit son profond désaccord dans un texte détaillé et référencé qui fera date.¹²

Les chemins vers la bombe

Dans sa présentation optimiste du 14 juillet où il met l'accent sur les verrous imposés au programme iranien qui bloquent toutes les voies d'accès à la bombe, Obama omet

⁹ *Every pathway to a nuclear weapon is cut off.* Statement by the President on Iran, 14 juillet 2015

<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/07/14/statement-president-iran>

¹⁰ Lettre collective aux chefs des groupes Démocrates et Républicains des deux Chambres: voir <https://s3.amazonaws.com/s3.documentcloud.org/documents/2300443/read-an-open-letter-from-retired-generals-and.pdf>

¹¹ Poll: Americans skeptical Iran will stick to nuclear deal 13 septembre 2015 <http://edition.cnn.com/2015/09/13/politics/iran-nuclear-deal-poll/>

¹² Statement of Representative Ted W. Lieu in Opposition to the Joint Comprehensive Plan Of Action (JCPOA) 9 sept. 2015 <https://lieu.house.gov/sites/lieu.house.gov/files/documents/Ted%20W.%20Lieu%20JCPOA%20Statement.pdf>

plusieurs scénarios qui sautent pourtant aux yeux. Il y en a au moins trois¹³

Scénario 1: respecter l'accord et attendre (wait out)

Ce chemin est inscrit dans le texte lui-même. Pour avoir la bombe, l'Iran peut tout simplement attendre. L'accord limite dans le temps les mesures de gel et les mesures de contrôle. Après 10 ans l'Iran pourra mettre en activité autant de centrifugeuses qu'il le désirera, et comme la recherche sur ce type de machine est autorisée par l'accord avec quelques restrictions mineures, les machines installées seront beaucoup plus productives que les modèles actuels IR-1. Elles permettront d'enrichir beaucoup d'uranium en peu de temps. Après 15 ans, toutes les restrictions sur le volume comme sur le taux de l'enrichissement expirent. A ce moment, l'Iran pourra produire légalement le combustible militaire à une échelle industrielle. Il faut ajouter qu'après 10 ans les contrôles étrangers expireront, ce laps de temps pouvant être abrégé par un satisfecit anticipé de l'ONU. Sans contrôle de l'AIEA, bien malins sont ceux qui empêcheront les centrifugeuses de tourner, et les stocks de matière fissile militarisée de s'accumuler.

Scénario 2: le contournement furtif (sneak out)

Dans l'édification de son programme nucléaire, l'Iran a illustré l'héritage multiséculaire de dissimulation propre à l'islam chiite en butte aux exactions des sunnites majoritaires. Ses grandes installations étaient toutes secrètes initialement, et il fallut des années pour les identifier. L'accord du 24 novembre 2013 autorisait 7,5 tonnes d'uranium enrichi au maximum. On ne se débarrasse pas de ses vieilles habitudes. En 2015 les inspecteurs décomptaient 12 tonnes. Demain, l'Iran, trois fois plus étendu que la France, pourrait aisément ouvrir de nouveaux sites clandestins et utiliser des matières premières acquises à l'étranger ou hors supervisions de l'AIEA. L'inspection d'un site suspect non déclaré est soumise selon l'accord de Vienne à une procédure en partie contradictoire qui peut prendre beaucoup de temps.

On peut aussi imaginer la création par l'Iran d'usines et le stockage de matière fissile à l'étranger, en Corée du Nord¹⁴ ou au Venezuela par exemple, deux pays très proche des ayatollahs. Dans ce cas les activités nucléaires relevant de l'AIEA seraient doublées par un programme clandestin. Ce contournement s'applique aussi aux activités de militarisation, abrégant d'autant un éventuel "saut nucléaire".

Scénario 3: le saut nucléaire (breakout)

Les États-Unis pensent assurer le gel du programme d'enrichissement en allongeant jusqu'à une année le temps

¹³ Voir *Vital Points on the Iran Deal: Major Flaws and Positive Elements* Yossi Kuperwasser et Alan Baker, 27 août, 2015 <http://jcpa.org/article/vital-points-on-the-iran-deal-major-flaws-and-positive-elements/>

¹⁴ *Iran working with North Korea to thwart U.N. nuclear inspections: report*, Kellan Howell - The Washington Times 4 Sept. 2015 <http://www.washingtontimes.com/news/2015/sep/4/iran-working-north-korea-thwart-un-nuclear-inspect/>

nécessaire pour produire le combustible d'une bombe, au lieu de trois mois aujourd'hui. Si on lève certaines hypothèses sur le fonctionnement des centrifugeuses IR-2, le délai recalculé serait de 7 mois et non d'un an. Mais l'Iran peut faire comme la Corée du Nord. S'il considérerait de son intérêt d'avoir la bombe tout de suite, il pourrait sous un prétexte quelconque expulser les inspecteurs de l'AIEA et lancer à pleine puissance le mécanisme du "saut nucléaire". L'Iran procéderait à la réinstallation accélérée des 13.000 centrifugeuses soigneusement stockées, et à la mise en production des modèles IR-6 et IR-8 beaucoup plus productifs. Il n'y aurait pas de pénurie de matières premières puisque l'accord ne pose pas de restriction aux stocks d'UF6 qui sont déjà imposants. L'obtention de l'arme dépendrait alors du rythme de remise en production des centrifugeuses et des connaissances déjà acquises pour la militarisation.

La seconde filière de production de combustible, celle du plutonium, devrait être bloquée puisqu'il est décidé que le réacteur d'Arak sera reconfiguré. Mais comme sur le refus de l'Iran l'accord n'impose pas sa transformation en réacteur à eau légère, Arak restera un réacteur à eau lourde. Au prix de quelques modifications il pourra produire du plutonium militarisé puisque la technologie idoïne est préservée.

Des inspections strictement encadrées

Initialement, le système de contrôle "robuste" imaginé par les diplomates et experts américains reposait sur l'octroi d'une carte blanche à l'AIEA. Les inspecteurs devaient pouvoir aller "n'importe quand, n'importe où."

Or, pour inspecter un site suspect non déclaré, les inspecteurs doivent soumettre un mémoire exposant les motifs de leur suspicion. La procédure doit aboutir en 24 jours, éventuellement plus si l'Iran conteste l'argumentaire.

Si la suspicion porte sur la militarisation, les choses se compliquent, les Iraniens soutenant qu'il y a des secrets de défense nationale auxquels tous les pays ont droit. Les inspections ne doivent pas interférer avec la sécurité nationale. Elles peuvent être refusées. L'exigence de souveraineté a été globalement entendue, même si elle rend impossible la surveillance effective des activités de militarisation. Il faut arriver très vite sur un site susceptible de travailler sur l'usinage ou les détonateurs, la dissimulation étant facile et relativement rapide. Ce genre de situation n'a rien de théorique. Dès 2011 l'AIEA détectait en Iran au moins 12 sites susceptibles d'abriter des activités nucléaires militaires¹⁵.

En gros, les inspections sont aisées dans les sites déjà répertoriés et contrôlés. Elles sont difficiles ou impossibles dans les nouveaux sites non déclarés, industriels et militaires. Les analystes pointus de Memri en concluent que le système est davantage conçu pour empêcher les inspections des sites militaires que pour les faciliter.¹⁶

¹⁵ Voir Rapport du Directeur général, novembre 2011, <https://www.iaea.org/sites/default/files/gov2011-65.pdf>

¹⁶ Voir *Critical Points To Consider In Understanding The Iranian Nuclear Deal* Y. Carmon, A. Braunstein, et A. Savoyon

La possible militarisation

Pour déterminer le temps nécessaire à la production d'une bombe fonctionnelle, il faut prendre en compte la quantité de combustible fissile militarisé, mais aussi la maîtrise des connaissances complexes sur l'usinage de l'uranium ou du plutonium et les systèmes de détonation. Selon que l'on maîtrise 10% ou 90% de ce savoir-faire, le délai est totalement différent. Pour savoir à quoi s'en tenir, il faut recueillir des échantillons sur des sites comme celui de Parchin, et interroger directement les experts iraniens; Or, il a été révélé en fin de négociation que le recueil de cette information critique pour estimer le temps du "saut nucléaire" ferait l'objet d'une convention secrète entre l'AIEA et l'Iran. Les Américains eux-mêmes seraient exclus de l'arrangement. Pourquoi faire régner un secret aussi épais sur une question critique où la transparence devrait dominer?

Peu après l'achèvement des négociations, on a appris qu'en fin de compte les échantillons et la documentation seraient collectés par l'Iran et transmis à l'AIEA comme prévu dans les 90 jours suivant la conclusion de l'accord. Soit le 14 octobre 2015 en principe. Sur le point le plus essentiel, les Iraniens s'auto-inspecteront!¹⁷ C'est là que l'accord passe de la diplomatie à la farce. Après avoir fait de cette information clé une ligne rouge, la diplomatie américaine a brutalement changé de cap. John Kerry a déclaré que l'Amérique savait déjà tout. "*Nous savons ce qu'ils ont fait. Nous n'avons aucun doute. Nous avons une connaissance parfaite de certaines activités militaires auxquelles ils se sont livrés.*"¹⁸ Or le général Hayden, un ancien directeur de la CIA lui répond : "*il est en train d'affirmer que nous avons une connaissance parfaite, alors que pour le renseignement c'était une cible incroyablement difficile à atteindre quand j'étais directeur, et je ne vois rien qui l'ait rendue plus accessible depuis.*"¹⁹ L'échec des renseignements en la matière est patent. Les États-Unis ont été totalement surpris par les premières bombes pakistanaises, indiennes, coréennes, etc...

En renonçant à exiger de l'Iran des informations critiques, les Américains ont montré qu'ils redoutaient plus que tout la

24 juillet 2015

<http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/8676.htm>

¹⁷ Voir : *Text of Iran-IAEA Agreement Proves Inspection is a Farce* Jonathan S. Tobin 21 août 2015

<https://www.commentarymagazine.com/2015/08/21/iran-iaea-agreement-text/> ou *Iran's Secret Self-Inspections Wall Street Journal Review & Outlook* 19 août 2015

<http://www.wsj.com/articles/irans-secret-self-inspections-1440026399>

¹⁸ Secretary Kerry's Press Availability 16 juin 2015

<http://www.state.gov/secretary/remarks/2015/06/243892.htm>

¹⁹ *Menendez Delivers Remarks on Iran Nuclear Deal at Seton Hall University's School of Diplomacy and International Relations* 18 août 2015

<http://www.menendez.senate.gov/news-and-events/press/menendez-delivers-remarks-on-iran-nuclear-deal-at-seton-hall-universitys-school-of-diplomacy-and-international-relations>

rupture des négociations et qu'ils désiraient plus un accord formel et vide que l'interdiction réelle de la bombe iranienne.

Le rétablissement des sanctions (snap-back)

C'est après les inspections, le second pilier garantissant l'exécution de l'accord. Le viol d'une disposition est susceptible de sanctions qui font l'objet d'un chapitre du JCPOA. Cependant, nulle part l'accord ne détaille l'échelle des sanctions. Quelle sanction pour l'importation des technologies d'une nouvelle génération de centrifugeuses, quelle sanction pour la découverte d'un site d'enrichissement clandestin, quelle sanction pour l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA? Nul ne le sait, sans doute car il n'existe pas d'échelle de sanctions du tout. En cas de viol avéré d'une obligation, on pourra n'avoir rien vu et cacher la poussière sous le tapis.

Il y a même dans l'accord au point 26, une disposition imposant à l'Union européenne et aux États-Unis de renoncer à toute nouvelle sanction: "*L'Union européenne doit s'abstenir de ré-introduire ou de ré-imposer les sanctions...L'administration américaine, agissant conformément aux rôles respectifs du Président et du Congrès, s'abstiendra d'imposer de nouvelles sanctions liées au nucléaire.*" Sur quelle base juridique rétablir immédiatement (snap-back) les dispositifs spécifiques européen ou américain²⁰ en cas de viol de l'accord? Avec le point 26 il n'y en a plus.

En cas de contentieux insoluble, des procédures précises sont décrites au point 36 du JCPOA. Par exemple si l'Iran conteste l'inspection de tel ou tel site suspect, la procédure aboutit finalement au Conseil de Sécurité. Si ce dernier n'adoptait pas alors une résolution confirmant la levée des sanctions, celles-ci seraient rétablies, tout en n'annulant pas les contrats conclus antérieurement qui relèvent des nouvelles sanctions. C'est sans doute pour cela que l'Iran a signé immédiatement des contrats de montants astronomiques s'étalant sur plus d'une décennie (21 milliards de dollars avec la Russie par exemple pour l'aviation et l'espace, d'autres avec la Chine). La résolution 2231 du Conseil de Sécurité, imaginée pour donner un minimum de consistance juridique à l'accord de Vienne, non signé on l'a vu, ne lève qu'une partie des sanctions contre l'Iran.²¹ Seules les sanctions prévues par les résolutions de l'ONU seraient rétablies, pas celles émanant de l'Union européenne ou des États-Unis, dont la réintroduction est interdite on l'a vu par le point 26 de l'accord. Or ces sanctions "hors ONU" sont de très loin les plus paralysantes pour l'Iran. Le redoutable snap-back se termine en queue de poisson bien peu intimidante pour l'Iran.

²⁰ Par exemple, le *Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act (CISADA)* Voir note 5.

²¹ Le JCPOA prévoit que l'accord nucléaire du 14 juillet doit être présenté au Conseil de Sécurité de l'ONU sous forme d'une résolution (point 34 alinéa i). C'est ainsi que la résolution 2231 a été adoptée le 25 juillet, sans que l'Iran seul négociateur absent du Conseil de sécurité ait exprimé son adhésion.

En tout état de cause, l'idée du rétablissement immédiat des sanctions n'est pas pertinente pour stopper un éventuel saut nucléaires. Les sanctions mettent beaucoup de temps avant d'exercer des effets paralysants sur un pays. Les mécanismes qui assurent la dynamique économique sont touchés lentement: les pénuries ne surviennent qu'à l'épuisement des stocks existants, la raréfaction des nouveaux contrats est masquée par l'exécution des contrats en cours, etc. Par contre la levée des sanctions a un effet euphorisant immédiat. En cas de rupture de l'accord et de ruée vers la bombe, phase assez brève pour un État du seuil comme l'Iran, il faut d'autres instruments pour stopper la tentative.

Hors négociation, armes avancées et missiles balistiques

Le programme nucléaire de l'Iran est évalué à 150 milliards de dollars, un gigantesque investissement pour un pays en retard, incapable même de raffiner son pétrole ou de liquéfier son gaz. D'autre part, dans l'échelle des urgences de la modernisation de l'Iran, ce programme est particulièrement insolite puisque dans le sol persan, les réserves d'énergie foisonnent. Cet effort ne peut donc avoir qu'un mobile stratégique et militaire, comme en témoigne le site enterré de Fordow, à l'épreuve des bombardements. Qui a jamais eu l'idée d'enterrer une centrale dédiée à la production électrique?

C'est cette haute présomption qui a conduit les Occidentaux à réagir pour prévenir l'armement nucléaire de l'Iran. Or l'arme nucléaire se compose de deux éléments: une bombe et un véhicule pour la délivrer sur sa cible. Priver l'Iran du véhicule est aussi important que le priver de la bombe. Le très actif programme balistique iranien avait donc toute sa place dans la négociation, et les Occidentaux ont beaucoup insisté pour le mettre sur la table. Téhéran a radicalement refusé. Les États-Unis ont renoncé à cette requête en informant l'Iran qu'ils introduiraient la question dans la résolution Conseil de Sécurité du prévue au point 34,i du JCPOA. Ce qui fut fait dans l'Annexe B de la résolution 2231. Dans son point 3 l'Annexe B prohibe toute activité iranienne relative aux missiles balistiques capables d'emporter des armes nucléaires.

Tout est donc parfait. Sauf que :

1) cette interdiction est limitée à 8 ans. Après 8 ans, avec une autorisation de l'ONU coulée dans le bronze du droit international, l'Iran sera parfaitement en droit de développer des missiles intercontinentaux aptes à porter des ogives nucléaires, et de requérir pour cela le concours de tous les pays du monde. Cette concession a affolé jusqu'au premier cercle du pouvoir américain: le 7 juillet 2015 le général Martin Demsey, alors président de la Commission de liaison des Chefs d'état-major US déclarait: "*En aucune circonstance nous ne devons alléger la pression sur l'Iran en matière de missiles balistiques et de trafic d'armes.*"²² Quant au secrétaire d'État à la Défense, Ashton Carter, il affirmait au cours de la même audition au Sénat:

²² Senate Armed Services Committee Hearing, "*Counter-ISIL (Islamic State of Iraq and the Levant) Strategy,*" <http://www.armed-services.senate.gov/hearings/15-07-07-counter-isil-islamic-state-of-iraq-and-the-levant-strategy>

"La raison qui nous pousse à prévenir un programme d'ICBM de l'Iran est que le "I" de ICBM veut dire intercontinental, soit l'aptitude à voler depuis l'Iran jusqu'aux États-Unis."²³

2) Les autorités iraniennes ont déclaré sur tous les tons qu'elles n'étaient pas engagées la résolution 2231. Le président Rohani, rien moins, déclarait le 29 août : " Nous avons annoncé solennellement que nous n'étions pas engagés par toutes les sections de la résolutions [2231] et nous avons expliqué que dans le JCPOA, le viol d'une résolution de l'ONU ne signifiait pas le viol du JCPOA"²⁴ Le point 5 de l'annexe qui prohibe l'achat, la vente ou le transfert d'armes conventionnelles avancées avec l'Iran pendant 5 ans, est écarté du même coup. Dans la foulée, l'achat de S 300 russes, l'arme absolue contre les frappes aériennes est promptement réactivée. La livraison commencera en octobre.

Les missiles iraniens contiennent néanmoins leur bonhomme de chemin. En octobre, une version nouvelle du Shahab 3 de 1700 km de portée, dotée d'un système de guidage de haute précision en cours d'installation sur toute la gamme des missiles iraniens, est testée. Elle sera déployée l'an prochain.²⁵

L'accord de Vienne comme farce

Ce tableau général montre qu'il y a beaucoup d'arguments pour soutenir qu'avec cet accord, l'Iran a obtenu tout ce qu'il voulait. Yossi Kuperwasser²⁶ et beaucoup d'autres ont pointé les exigences iraniennes satisfaites contre toute attente par l'accord du 14 juillet et la résolution 2231. En voici l'essentiel:

- Les infrastructures de son programme nucléaire ont été intégralement préservées;
- Son droit à l'enrichissement (prohibition centrale du Traité de non Prolifération) est reconnu de même que son droit à poursuivre des recherches nucléaires, y compris sur les centrifugeuses;

²³ Senate Armed Services Committee Hearing, "Counter-ISIL (Islamic State of Iraq and the Levant) Strategy,"

<http://www.armed-services.senate.gov/hearings/15-07-07-counter-isil-islamic-state-of-iraq-and-the-levant-strategy>

²⁴ " we have formally announced that we are not committed to all the sections that appear in the resolution [2231], and we specified in the JCPOA that violation of the resolution [2231] does not mean violation of the JCPOA" Voir :

<http://president.ir/fa/89047> en farsi, ou en anglais *Iran Openly Declares That It Intends To Violate UNSCR 2231 That Endorses The JCPOA* Yigal Carmon MEMRI Daily Brief 22 Septembre 2015

<http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/8761.htm>

²⁵ *The Nuclear Agreement Boosts Iran's Missile Threat* Uzi Rubin 5 oct. 2015 Defense News

<http://www.defensenews.com/story/defense/commentary/2015/10/05/nuclear-agreement-boosts-irans-missile-threat/73388484/>

²⁶ Voir *The Mistaken Rationale behind the Iran Nuclear Deal* Yossi Kuperwasser 29 Septembre 2015

<http://jcpa.org/article/the-mistaken-rationale-behind-the-iran-nuclear-deal/>

- Les restrictions sur sa production de matières fissiles, d'armes avancées et de missiles intercontinentaux seront levées à terme, que son comportement se soit amendé ou qu'il ait aggravé son soutien au terrorisme, ses violations des droits de l'homme, ses menaces de destruction d'Israël, etc.;
- Sa filière plutonium n'est pas close puisque Arak demeure un réacteur à eau lourde;
- Sa forteresse de Fordow est maintenue. Le supposé futur centre de recherche qu'elle abrite pourra être immédiatement reconfiguré en installation de production d'uranium hautement enrichi. Son invulnérabilité sera renforcée par l'arrivée des S 300 russes;
- Le mécanisme de rétablissement des sanctions est illusoire: ses effets sont de toute manière très progressifs et le "snapback" laisserait amplement le temps de procéder au "saut nucléaire" et de détenir un énorme arsenal d'ogives;
- Le "découplage" est total entre son armement nucléaire (bombe + ICBM) et ses politiques agressives dans la Région, son soutien aux terroristes, et son projet de destruction d'Israël. Il sera libre de mener les politiques qui font de lui un danger pressant pour son voisinage et un ennemi mortel pour les populations sunnites. Son armement nucléaire est considéré comme un problème en soi, et non l'un des outils de ses autres politiques condamnables et redoutées;
- Ses connaissances et son savoir-faire sur la militarisation demeureront un mystère, (l'auto-inspection ne sera pas à charge) et ses partenaires de négociation n'auront pas d'estimation sérieuse du délai qu'il lui faut pour produire une première arme atomique;
- Les inspections intrusives sont enterrées, et la routine dument encadrée pour le reste. L'Iran s'auto-inspectera sur les aspects les plus critiques et pourra créer des sites nouveaux quasiment inaccessibles aux limiers de l'AIEA.
- Enfin, pourquoi lésiner, l'Iran a obtenu le concours de l'Occident pour la protection de ses installations nucléaires.²⁷

La seule contrepartie identifiable imposée aux mollahs pour ce festin de concessions, c'est de différer de deux, trois, cinq ans, peut-être plus, la production de bombes atomiques. La date précise du premier essai sera à leur convenance, car les contraintes sont tout à fait théoriques. Voilà pourquoi l'amiral James Stavridis évoquait les "trous de gruyère" de l'accord, par lesquels "des camions pouvaient passer." Du point de vue de la diplomatie, l'accord ressemble à une capitulation. Mais comme le rapport de force en défaveur des mollahs est écrasant, c'est plutôt une comédie mise en

²⁷ Voir JCPOA, Annexe 3 Coopération nucléaire civile, point 10-2 "Coopération [des parties prenantes de l'accord] sous forme de formations et de travaux pratiques pour renforcer la capacité de l'Iran de se protéger et de répondre aux menaces de sécurité nucléaires, dont les sabotages, et pour permettre une sécurité nucléaire effective et durable et la protection physique des systèmes."

scène à destination de l'opinion occidentale, mais une comédie tragique. Il faut avoir un sens aigu de la farce ou se moquer ouvertement du monde pour se réjouir de l'accord et reconnaître en même temps que l'Iran disposera instantanément du combustible de la bombe à son échéance. Écoutons Obama : *"Ce que l'on peut craindre plus probablement, c'est que dans 13, 14, 15 ans ils aient des centrifugeuses qui enrichissent l'uranium bien plus rapidement au point que le temps nécessaire à la production de l'arme (breakout time) se réduise presque à zéro."*²⁸ Il fait de même avec sa promesse d'inspections "intrusives." Elle a accouché d'un tête à tête entre le molosse persan et une poignée de fonctionnaires l'AIEA chargés de négocier, seuls et en secret, l'enquête critique sur les activités antérieures de militarisation. Résultat: c'est le molosse qui dictera le rapport.

Le triomphe de l'Iran est spectaculaire et pathétique. Les freins à sa marche vers l'arme absolue sont dérisoires, et le couplage entre le terrorisme et l'arme nucléaire est acté dans l'indifférence par l'aréopage des grandes puissances. La victoire Téhéran est si disproportionnée qu'elle a été voulue par le président américain en personne, pour éviter les déboires médiatiques d'une rupture, ou pour entamer une alliance au long cours. D'autant que le pacte nucléaire va modifier la donne stratégique régionale et peut-être mondiale dans un sens apocalyptique, Washington ne peut pas l'ignorer non plus.

Vers une nouvelle donne stratégique, levée des sanctions et terrorisme

A court terme, la levée des sanctions devraient apporter entre 50 et 150 milliards de dollars en cash au régime iranien, 10 milliards ayant déjà été obtenus au cours de la négociation. L'Iran est engagé au Liban, à Gaza en Syrie, au Yémen, en Irak, en Érythrée, au Soudan. Il a des agents au Bahreïn, et des opportunités d'influence sur l'Est chiite de l'Arabie saoudite où se trouve le pétrole. Il menace les débouchés maritimes de l'Égypte au sud par sa présence sur les deux rives du détroit de Bab el Mandel. Il contribue aussi sans doute à armer la rébellion qui épuise Le Caire au Sinaï. Il est le cauchemar des États du Golfe. Il jette les bases d'un front sur les Hauteurs du Golan et dans les anciennes Judée et Samarie, menaçant Israël sur trois fronts. Il lève des djihadistes chiites en Irak, au Pakistan, au Yémen et en Afghanistan, pour éviter la chute de la famille Assad. Le régime khomeyniste est messianique, donc expansionniste dans ses gènes, mais rarement autant qu'aujourd'hui. Cette furia est inévitablement coûteuse. La manne de l'accord vient à point nommé.

A l'issue des négociations de Vienne, alors que les Occidentaux se ruient à Téhéran en quête de chantiers et

de marchés pour leurs biens de consommation et leurs machines, les généraux iraniens s'envolaient pour Moscou et Pékin en quête d'armes très avancées et d'accords d'exploitation planifiée pour leur pétrole et leur gaz. On sait que l'Iran a passé avec la Russie et la Chine des contrats considérables de l'ordre de la dizaine de milliards de dollars pour des missiles anti aériens, des drones, des satellites, des avions de combat, et assurément des technologies balistiques.

L'Iran développe aussi vite que possible ses arsenaux conventionnels offensifs et défensifs tout en poussant les feux des guerres asymétriques qu'il a allumées au cœur du monde sunnite moyen-oriental.

Avec la levée des sanctions et la récupération des fonds gelés, l'accord de Vienne lui a déjà promis une trésorerie inespérée. La perspective de sa "normalisation" lui donne la capacité de mobiliser des ressources financières nouvelles, alors qu'il est impliqué dans quasiment toutes les guerres régionales. C'est pour cela que des observateurs aussi peu suspects d'opposition à Obama que les rédacteurs de Stratfor, anticipent une montée de la violence et des guerres régionales suite à la mise en œuvre du JCPOA (voir note 2). Si l'Iran accorde au Hezbollah un centième de la manne, soit un milliard de dollars, on imagine à quel point la situation du front nord d'Israël se compliquerait et combien de vies seraient en jeu. Dans les années 2000, une très forte augmentation du prix du pétrole avait attiré des milliards de dollars imprévus dans les caisses de Téhéran. Rohani qui était alors président du Conseil national de sécurité, avait affecté 70% de la manne au programme nucléaire. Contrairement aux supputations de Washington, les Iraniens au pouvoir ne font pas les mêmes choix que l'Occident entre le beurre et les canons. Les dirigeants feront ce qui leur tient le plus à cœur, exécuter les instructions sacrées de feu Ruhollah Khomeiny, leur recommandant d'étendre au monde sa révolution: ils financeront les guerres en cours et les guerres à venir.

Le service de recherche du Congrès a procédé à une étude du financement par l'Iran de ses groupes sous-traitants à l'initiative du Sénateur Mark Kirk.²⁹ Tout se paie. Un combattant coûte à l'Iran selon la milice d'affectation de 500 à 1000 dollars par mois. L'estimation globale se situait dans une fourchette entre 3.6 et 16 milliards de dollar par an. Il s'agit donc d'un dispositif structurel que le JCPOA pourra consolider et étendre. En juillet dernier, un crédit supplémentaire d'1 milliard de dollar aurait été consenti à Assad...

Vers une nouvelle donne stratégique, la course aux armements

²⁸ "What is a more relevant fear would be that in year 13, 14, 15, they have advanced centrifuges that enrich uranium fairly rapidly, and at that point the breakout times would have shrunk almost down to zero." Transcript: President Obama's Full NPR Interview On Iran Nuclear Deal 07 avril 2015
<http://www.npr.org/2015/04/07/397933577/transcript-president-obamas-full-npr-interview-on-iran-nuclear-deal>

²⁹ Iranian assistance to groups in Yemen, Iraq, Syria, and the Palestinian Territories, 31 juill. 2015
<http://freebeacon.com/wp-content/uploads/2015/09/20150731-CRS-Memo-to-Senator-Kirk-Iran-Financial-Support-to-Terrorists-and-Militants-1.pdf>

La course aux armements conventionnels est déjà entamée et elle s'est accélérée avec la clôture des négociations de Vienne. Malgré les interdictions pour 5 ans confirmées par la résolution 2231, l'Iran on l'a vu , achète en masse, les S300, les avions de combat, les satellites, etc. auprès des Russes et de Chinois. Et ses voisins font exactement la même chose, se fournissant auprès des États-Unis et d'Européens dont la France: Dernièrement l'Arabie a acheté 600 missiles Lookeed Patriot PAC-3 pour 5,4 milliards de dollars, des munitions de plus petit calibre pour un demi milliard, et un nouveau milliard est en négociation en attendant la livraison de F 35. En 2014, les contrats s'élevaient déjà à 8,5 milliards; Elle a affecté 3 milliards de dollars à un contrat avec la France pour équiper l'armée libanaise. De part et d'autre, les arsenaux gonflent.

Mais la course aux armements nucléaires suscitée par l'accord de Vienne, est un risque incomparablement plus sérieux. Paradoxalement, Obama en attend étrangement une détente générale. Sans cet accord, selon lui, « nous prenons le risque que la guerre s'étende au Moyen-Orient, et que les autres pays de la région se sentent contraints de lancer de nouveaux programmes nucléaires, menaçant la région la plus instable du monde d'une course aux armements nucléaires.³⁰ Or l'accord a enclenché la mécanique inverse car tous les voisins de l'Iran ont vu dans l'accord, non pas un coup d'arrêt au programme iranien, mais la renonciation des Américains à se mettre en travers de sa route. Les Arabes sunnites avaient fait savoir depuis longtemps qu'ils ne comptaient pas rester passifs devant la nucléarisation de leur ennemi héréditaire. L'ancien chef des renseignements saoudiens Turki Bin Fayçal répondait à Obama, à Séoul en début d'année, "[l'accord] ouvre la porte à la prolifération nucléaire, il ne la ferme pas comme c'était son intention initiale...Tout ce que l'Iran aura, nous l'aurons aussi."³¹ L'Arabie saoudite avait acheté à la Chine, malgré l'opposition américaine, des missiles DC 3 dont le seul usage serait d'être armé d'ogives nucléaires et de menacer l'Iran. L'Égypte, l'Arabie et la Turquie envisagent de développer des réacteurs nucléaires aux dires de leurs dirigeants. Selon certaines hypothèses, le Golfe et l'Arabie saoudite envisageraient d'investir massivement dans l'industrie nucléaire militaire pakistanaise, leur possible fournisseur d'ogives prêtes à l'emploi. Par un mécanisme de dominos, les progrès du Pakistan induiraient une course nucléaire collatérale avec l'Inde. Steven R David a bien montré que la dissuasion nucléaire entre plusieurs acteurs extrêmement hostiles est une situation inconnue et extraordinairement dangereuse.³²

³⁰ Obama's news conference on the Iran nuclear deal 15 juill. 2015 op. cit.

³¹ Voir Prolifération - Saudi Arabia Promises to Match Iran in Nuclear Capability, David E. Sanger, 13 mai 2015 <http://www.nytimes.com/2015/05/14/world/middleeast/saudi-arabia-promises-to-match-iran-in-nuclear-capability.html>

³² *Armed and Dangerous: Why a Rational, Nuclear Iran Is an Unacceptable Risk to Israel* 2013 Begin-Sadat Center for Strategic Studies Traduction en français: *Pourquoi Téhéran*

2) LE MOYEN-ORIENT DE L'APRÈS ACCORD DE VIENNE

A court terme l'Iran est renforcé par le pacte nucléaire, au plan politique avec la fin de son isolement relatif, et au plan économique avec sa réintégration dans le système commercial et financier international. Il bénéficie de la levée des sanctions qui font atterrir dans ses coffres entre 50 et 150 milliards de dollars.

Sur sa lancée de pays candidat à l'hégémonie sur un Moyen-Orient majoritairement sunnite, impliqué dans de nombreuses guerres et familier des techniques de subversion, il voudra pousser son avantage. On peut donc attendre que le chaos moyen-oriental s'aggrave, d'autant que l'univers sunnite n'a aucune raison de se soumettre passivement à la Loi perse. L'exemple de la Syrie investie par les Russes et les efforts désespérés d'Obama pour ne pas être aspiré par la tourmente, montrent que les États-Unis ne peuvent pas garder plus longtemps une posture de présence passive. Ou l'administration élue en 2016 pliera bagage, ou elle s'impliquera de plus en plus directement, politiquement et militairement. En musclant l'Iran, la force déstabilisatrice de la zone, l'accord nucléaire a mis les États-Unis au pied du mur. Comme la région continue d'avoir pour eux une importance stratégique de premier ordre, ils engageront sans doute des ressources considérables pour faire rentrer dans sa boîte le démon qu'Obama a tout fait pour libérer. L'accord aura eu pour les États-Unis des contrecoups cuisants: la multiplication des guerres (Syrie, Irak, Yémen), la course aux armements conventionnels et l'obligation de se réinvestir dans un bourbier qu'ils voulaient quitter à petits pas.

A moyen terme on peut anticiper une montée en puissance de l'Iran. Délivré du bâillon économique et de l'embargo sur les armes, il va acquérir des capacités offensives et défensives nouvelles, plus sophistiquées.

A long terme l'Iran pourra compter sur un arsenal militaire et des ICBM, exposant l'Amérique elle-même à une menace directe sur son territoire.

Cette perspective ne provoque aucun signe de trouble sur les visages de l'équipe d'Obama. Le président et ses hommes opposent sereinement plusieurs arguments à ce scénario: le régime iranien est prudent, et il peut évoluer de l'intérieur, s'il faut faire la guerre, on la fera, et les armes les plus "modernes" de l'Iran seront à jamais des engins rustiques pour l'Amérique.

1) D'abord, la perspective de transformation du régime. Après avoir accablé les "warmongers," les va-t-en guerre, en leur imputant la demande d'un changement de régime à Téhéran, Obama fonde ses calculs sur une espérance similaire, mais pour lui, le changement serait volontaire. "mon espoir, c'est de construire sur la base de cet accord; nous devons poursuivre nos conversations avec l'Iran, ce qui l'incitera à adopter un comportement différent dans la région, à être moins agressif, moins hostile, plus coopératif... dans le traitement de questions comme [le chaos en] Syrie, la

utilisera sa bombe atomique, par Simon Caldera, mars 2014, FIM

situation en Irak, ou pour s'opposer au soutien des Houthis au Yémen."³³

Nul ne peut affirmer que cette hypothèse rose n'a aucune chance de se réaliser. Daniel Pipes veut imaginer que "*plus de contacts avec l'étranger et un niveau de vie amélioré pourraient entamer la stabilité du régime*"³⁴. Si ce vœu commun était exaucé, l'Iran renoncerait à son expansionnisme et le danger se dissiperait. Tout montre que le régime totalitaire des mollahs a fait un tort inimaginable à la population iranienne. En témoignent la chute verticale de la fécondité aujourd'hui inférieure au remplacement des générations, ou la prévalence des stupéfiants dans la jeunesse la plus élevée au monde. Ce pouvoir est exécré. Peut-il être renversé ou se déchirer? C'est souhaitable, mais il y a bien peu de signes annonciateurs. Le noyau dirigeant tient solidement le pays. Les institutions sont verrouillées, même si elles sont ornées d'un cache sexe et de rubans, -le parlement (Majlis) et la présidence. Le Guide Suprême et son Bureau, l'Assemblée des Experts, le Conseil de discernement, les Gardes de la Révolution, et les Bassiji, maîtrisent tous les secteurs de la société, des forces armées, et de l'économie. La révolution de 2009 a été facilement écrasée. Et Rohani, l'un des "durs" les plus coriaces du régime, déguisé en "modéré" pour légitimer l'Iran dans l'opinion occidentale, tient le pays d'une main de fer, encore plus lourde que celle de son prédécesseur Ahmanidejad. Qui sait que ce "modéré" a été choisi par le Guide Suprême et la clique du pouvoir lors d'élections truquées, comme son prédécesseur Mahmoud Ahmanidejad?³⁵

En tout état de cause, le premier principe de la stratégie est de ne pas prendre ses désirs pour des réalités. On ne construit pas une diplomatie sur des scénarios roses, ni une stratégie de sécurité sur des espérances.

En politicien expérimenté Obama, veut parer toute accusation de naïveté. "*L'accord n'est pas fondé sur la confiance mais la vérification,*" répètera-t-il, "*l'accord ne dépend pas d'un changement de comportement de l'Iran.*"³⁶ Or son accord est une collection de trous aisément exploitables par un Iran rusé, belliciste et totalitaire.

2) La prudence de Téhéran: à la différence d'un Gamal Abdel Nasser ou d'un Saddam Hussein, les mollahs

³³ *Obama's news conference on the Iran nuclear deal*
Washington Post Staff 15 juil. 2015
<http://www.washingtonpost.com/blogs/post-politics/wp/2015/07/15/transcript-obamas-news-conference-on-the-iran-nuclear-deal/>

³⁴ *A Tiny Silver Lining in the Otherwise Bad Iran Deal*,
Philadelphia Inquirer, 9 sept. 2015
<http://www.danielpipes.org/16102/one-tiny-silver-lining-in-the-otherwise-bad-iran>

³⁵ Voir *La présidentielle de juin 2013: enjeux et décryptage*
Marie-Ladrière-Fouladi in *Confluences Méditerranée* n° 88
Hiver 2013-2014 p. 47. Rappelons que le truquage de l'élection d'Ahmanidejad avait déclenché la "Révolution Verte" dont la répression impitoyable n'avait pas beaucoup ému Barack Obama qui entamait alors son premier mandat.

³⁶ op cit *Obama's news conference on the Iran nuclear deal*

conduisent leur politique comme le maître d'échecs sa partie, masquant des coups longuement préparés et s'abritant derrière des faux-nez. Leur enracinement au Liban, en Irak, en Syrie, au Yémen, s'est étalé sur des décennies. Très sensibles au rapport de force, ils ont interrompu d'eux-mêmes leur programme nucléaire quand ils ont vu les escadres de l'Air Force frôler de trop près leur territoire sur le chemin de Bagdad en 2003. Leur alliance avec Moscou pour investir directement la Syrie en octobre a été un coup de maître. Ils sont prudents et calculateurs. Mais l'essence belliciste du régime n'a jamais changé: un mélange de dictature et d'expansionnisme, de menace et de chantage, le choix habituel de la force. Dans leurs projets, l'arme nucléaire n'a pas vocation à être utilisée directement. Elle peut servir à sanctuariser le régime, à terroriser son voisinage pour obtenir des ralliements sans conditions (États du Golfe), et à assurer une couverture de ses offensives politico-militaires. L'atome militaire serait pour lui le garant de l'hégémonie sur le Moyen-Orient et un pouvoir de négociation majeur vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis pour reconfigurer le monde, en compagnie de la Russie et de la Chine. Enfin, l'ADN de Téhéran totalement étranger à la conception occidentale du droit et de la vie humaine, utilise tous les moyens pour arriver à ses fins, au premier rang l'attentat terroriste, pourquoi pas nucléaire?

3) Quand il dit son espoir d'une bonification du régime iranien Obama a la prudence de souligner que s'il le faut toutes options restent sur la table. Si à l'expiration du JCPOA, un Iran libéré des contrôles et des restrictions tente de produire des armes nucléaires, l'Amérique fera, dit-il, le nécessaire dans une position beaucoup plus favorable qu'aujourd'hui.³⁷

La question a été examinée de près par de nombreux experts, par exemple ceux du Conseil stratégique sur l'Iran de JINSA, un groupe de 7 généraux et amiraux de tout premier plan.³⁸ Leurs conclusions sont exactement l'inverse des anticipations du président: dans une confrontation militaire, la situation sera demain infiniment plus défavorable, l'Iran sera beaucoup plus fort, l'Amérique relativement beaucoup plus faible.

³⁷ "*Si, dans le pire des cas, l'Iran ne respecte pas cet accord, les mêmes options qui sont à ma disposition aujourd'hui seront également à la disposition de n'importe quel président américain à l'avenir. Et je suis persuadé que, d'ici 10 à 15 ans, la personne qui sera à mon poste sera dans une bien meilleure position, étant donné que l'Iran sera plus éloigné de la possibilité d'obtenir ces armes et que les inspections et la transparence nous permettront de contrôler le programme iranien.*" 14 juillet 2015

Déclaration du Président sur l'Iran.
<https://share.america.gov/fr/barack-obama-annonce-un-accord-historique-avec-liran/>

³⁸ *Assessment of the Joint Comprehensive Plan of Action: Strategic Consequences for U.S. National Security* - JINSA's Iran Strategy Council, General James Conway, et General Charles Wald, Sept. 2015
<http://www.jinsa.org/files/StrategicConsequencesforU.S.NationalSecurity.pdf>

- **L'Iran plus fort.** On sait déjà que le JCPOA démultiplie le potentiel militaire de Téhéran: manne de la levée des sanctions, acquisition de systèmes d'armes offensives et défensives sophistiquées, capacité de fermer le détroit d'Ormuz, menace balistique sur l'Europe et le territoire américain, maîtrise des tactiques asymétriques, etc.

- **Le paysage stratégique régional gravement détérioré.**

Avec les milices chiites que l'Iran aura eu les moyens de distribuer sur de nouveaux fronts (Arabie saoudite, Bahreïn, Liban, Yémen, etc). Un équilibre pluri-décennal entre l'Iran et ses adversaires au Moyen-Orient est en train de se rompre sous nos yeux, rendant toute intervention plus coûteuse et incertaine.

- **Des capacités opérationnelles, politiques et militaires atrophiées.** C'est d'abord l'effet de la "sequestration", le nom donné aux coupes drastiques dans les budgets militaires ordonnées par Obama.

500 milliards de dollars de moins tous les ans pendant 10 ans, de sorte qu'à l'horizon 2021 il manquera mille milliards de dollars au Département de la Défense pour réaliser les programmes minimum correspondant aux missions de défense prescrites par les chefs politiques. Les pénuries se font déjà sentir. Le porte avion Théodore Roosevelt quittera le Golfe persique en fin d'année, et pour la première fois il ne sera pas remplacé pendant plusieurs mois. En 1991, lors de la 1ère guerre du Golfe, l'armée de l'air disposait de 188 escadrons d'avions de combat. Il en reste aujourd'hui 54, qui seront 49 dans deux ans. Et seule la moitié d'entre eux sont opérationnels, avec des avions parfois vieux de plusieurs décennies.

A cette chute des capacités s'ajoutent des éléments immatériels décisifs, la crédibilité et la capacité de dissuasion. Ils permettent de tuer dans l'œuf les velléités des adversaires innombrables de l'Amérique de passer à l'action. Or ces facteurs clés sont durement impactés par la "sequestration", et par le JCPOA. Le nouvel accord marque une rupture avec les politiques traditionnelles de "containment" de l'Iran, ce qui a provoqué un niveau de défiance inimaginable chez les alliés locaux des États-Unis. Ils perçoivent leur ancien protecteur comme affaibli, indifférent aux menaces qui les guettent, et pire encore comme un allié virtuel de leur cauchemar, l'Iran.

Le tigre américain a laissé le militarisme hégémonique iranien mettre la main sur la bombe et l'argent des sanctions, il a laissé le borbier moyen-oriental se transformer en chaudron incandescent, il a poursuivi une politique de réduction drastique de son appareil militaire. Déconsidéré aux yeux de ses alliés ou ex-alliés, moqué par ses adversaires le tigre américain est l'ombre de lui-même. Sur les tendances actuelles, il n'y a pas la moindre chance qu'il ose se mesurer à l'Iran dans sa chasse gardée à l'horizon d'une décennie.

Ainsi, le second argument d'Obama tombe aussi. Nul n'arrêtera l'Iran s'il parvient à détenir la bombe, et certainement pas l'Amérique si elle poursuit la politique inaugurée en 2008. Et globalement l'horloge de l'Histoire ne tourne plus dans un sens favorable à l'Occident.

4) L'instance politique américaine dispose d'un dernier argument pour assurer qu'avec le JCPOA, il ne perd nullement la main. L'Iran nucléaire ne serait pas une vraie

menace. Le binôme bombe-missile que détiendra l'Iran, même s'il évolue, même s'il acquiert des technologies nouvelles sur le marché, demeurera "rustique", au moins dans certaines de ses composantes. Il pourra donc être aisément neutralisé par les armes de pointe de l'Oncle Sam qui enlèveront même aux mollahs toute envie d'expérimenter leurs projectiles.

Cette vue optimiste est le reflet de l'incapacité tragique de l'Occident de raisonner à l'intérieur des codes culturels de ses adversaires. A 6h18, à Beyrouth, le 24 octobre 1983, 241 marines étaient tués par l'explosion d'un camion, et 58 parachutistes français subiront le même sort deux minutes plus tard. Les États-Unis et la France quittaient alors le Pays de Cèdre avec armes et bagages. L'Iran venait de faire savoir quelles brûlures stratégiques un pays arriéré, en pleine guerre avec l'Irak, pouvait infliger à des grandes puissances dans une guerre asymétrique. L'Iran nucléaire aura peut-être des ICBM poussifs, mais il aura peut-être aussi inventé le cargo nucléaire suicide.

Avec le JCPOA, la carte de la présence de l'Europe et de l'Amérique au Moyen-Orient se couvre de pointillés. Pire encore sur les routes maritimes des mers du sud, aux portes des grands Golfs, à la jonction de l'Afrique et de l'Asie, et sur les emplacements des ressources naturelles et énergétiques du Vieux Continent, il faudra crayonner aussi une foule de pointillés.

Pourquoi la démocratie américaine n'a pas fait barrage?

Pour franchir les obstacles institutionnels à l'adoption du JCPOA, Obama a adopté une tactique particulièrement habile. S'il n'est sans doute pas un stratège exceptionnel, le président américain a fait ses classes dans le marigot politique de Chicago, où il a eu tout loisir d'apprendre les recettes de la tambouille politicienne locale.

Au cours des négociations, il a su mettre ses adversaires politiques et les media dans l'embarras en demandant d'attendre le texte final avant d'émettre des critiques pour ne pas compliquer la tactique des diplomates américains aux prises avec des interlocuteurs retors. Une fois le texte connu, il a posé l'alternative, "l'accord ou la guerre?"

En même temps Obama a personnalisé à l'extrême son conflit avec Netanyahu, censé représenter l'interférence de l'extrémisme étranger dans des choix nationaux complexes. La chronique quotidienne de ce différend lui permettait de masquer ses reculs constants sur des sujets essentiels du deal et de mettre l'opinion de son côté, au moins en partie.

Il a surtout utilisé le conflit avec Netanyahu pour éviter le débat de fond, substituant aux échanges d'arguments des opérations de séduction de la communauté juive américaine. Ses démonstrations spectaculaires d'intérêt pour le judaïsme l'autorisaient à assener coup sur coup aux dirigeants élus de l'État juif qui osaient pointer les risques existentiels que le "mauvais accord" faisait courir à leur nation.

Paralyser les prérogatives du Sénat a été l'une des occupations les plus urgents de ses équipes. Benjamin Rhodes, un membre du premier cercle, ne se rendant pas compte qu'il était enregistré, confiait à des amis activistes

démocrates: " Nous avons eu déjà une sorte de réflexion préalable sur la façon dont il fallait structurer l'accord pour ne pas être obligés de passer par une action législative tout de suite."³⁹ Effectivement les ténors d'Obama affutaient une martingale.

Considérant que la question de l'Iran nucléaire était une question commune à la nation toute entière, deux sénateurs, Bob Corker, Républicain, et Ben Cardin, Démocrate, concoctèrent un projet de loi contraignant l'exécutif à présenter aux membres du Congrès l'intégralité des documents relatifs à l'accord, les annexes confidentielles ou secrètes, les enregistrements, les minutes des sessions de négociation, etc. Cela aboutit à une loi, l'*Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015*, votée début mai par 98 voix contre une.

Les hommes d'Obama se saisirent de cette loi pour réduire l'intervention du Congrès à un vote sur le futur accord et ses annexes, entendus comme des documents exécutifs. Si le JCPOA avait été un traité, la constitution américaine l'aurait soumis à une réglementation très précise: les traités requièrent un vote exclusif du Sénat à la majorité des deux tiers. L'équipe Obama transforma l'accord en texte exécutif. En effet les Iraniens refusaient de signer formellement l'accord pour ne pas être accusés d'avoir pactisé avec le Diable, *stricto sensu*. Formellement, le JCPOA n'était plus un traité, et le Sénat perdait le privilège de la ratification. Dans le cas d'un texte exécutif, les rapports sont inversés. Les deux chambres votent à la majorité et le président peut opposer son veto. Pour lui retirer cette prérogative, les deux chambres doivent voter l'une et l'autre le même refus à la majorité des deux-tiers. Comme il était sûr que l'exécutif aurait dans une chambre au moins le soutien d'un tiers des élus, le Congrès perdait toute capacité de peser sur le Président. Par un artifice juridique, le *filibuster*, Obama est même parvenu à empêcher le Congrès d'émettre un vote l'obligeant à mettre son veto. De plus, en toute illégalité, tous les documents secrets prévus par la loi Corker-Cardin ne furent pas communiqués au Congrès.

Obama était parvenu à paralyser le Congrès majoritairement défavorable au texte. Pire encore, il faisait ratifier le JCPOA par l'ONU (résolution 2231) moins de 10 jours après la clôture des négociations pour lier un peu plus les mains des congressistes. Quand le Congrès a ouvert ses travaux sur le JCPOA, le pays étant déjà engagé par la résolution 2231 de l'ONU.

Le plan d'Obama nécessitait quand même le soutien d'un tiers de élus de chaque chambre. Pour être bien sûr de ce pauvre viatique, il fallait resserrer les rangs des démocrates. Quand Chuck Shumer, l'un des sénateurs les plus respectés, a fait savoir son opposition au JCPOA dans un texte d'une concision exemplaire, la machine de la Maison Blanche s'est déchaînée. Accusations sur l'argent de la campagne anti accord, accusation de double allégeance, tous les poncifs d'un antisémitisme sournois furent martelés. Sans grande

³⁹ Voir le texte éclairant de Michael Doran *Obama's Secret Iran Strategy*, 2 févr. 2015 <http://mosaicmagazine.com/essay/2015/02/obamas-secret-iran-strategy/>

nécessité. La proportion des élus juifs soutenant l'accord (60%) était l'inverse de celle des opposant siégeant au Congrès (60%). Un autre sénateur très estimé, le Démocrate Robert Menendez, connu depuis longtemps pour son opposition, fut étrangement inculpé de corruption par le Département de la justice peu de temps avant l'examen du texte. Du Chicago pur jus.

Le savoir-faire politicien d'Obama est parvenu à empêcher le Congrès des États-Unis de se prononcer sereinement, dans l'esprit des Pères de la Nation, sur une question majeure d'intérêt national. Le Président a triomphé juridiquement et politiquement, mais contre l'Amérique. La majorité du Congrès, l'écrasante majorité des plus hauts militaires autorisés à s'exprimer publiquement, l'opinion américaine, ont exprimé leur désaccord, par des votes, des analyses, des lettres collectives, et des sondages.⁴⁰

3) LA GRANDE VISION D'OBAMA

Restent les questions que nous soulevions initialement. En vertu de quelle doctrine stratégique ou de quelle vision du monde, le président Obama a-t-il jugé hautement souhaitable un accord comportant les risques suivants: l'extension des guerres cruelles du Moyen-Orient, la possession de la bombe atomique par le premier sponsor du terrorisme et grand ennemi de l'Amérique, la déstabilisation des alliés traditionnels de son pays dans la région, et l'apparition à terme d'une menace nucléaire pour l'Europe et même les États-Unis?

Souvent les critiques d'Obama pointent, son inexpérience, son incompetence, ses tergiversations, son inaptitude à décider. Ces observations masquent la réalité de sa politique plutôt qu'elles ne l'expliquent. Une politique, c'est une vision et une volonté. Quant à la mise en œuvre, c'est un art. Obama a montré qu'il était capable de volonté, il a été moins convaincant dans la mise en œuvre. Mais ce qui nous importe ici, c'est la vision. À quelle famille de pensée peut-on rattacher ses choix?

Le problème de conjecture

Henry Kissinger exposait en 1963 le dilemme imposé aux dirigeants américains par l'accumulation d'armes nucléaires soviétiques, et la crise provoquée par l'introduction de missiles nucléaires à Cuba.⁴¹ On avait échappé à un conflit nucléaire grâce à l'habileté de JF Kennedy qui venait de combiner intelligemment un blocus et des négociations. Une décision majeure comme le déclenchement d'une guerre, même préventive, est toujours fondée sur des hypothèses sur le développement probable d'une situation donnée. La réflexion évalue tout autant les avantages d'agir que les risques de l'inaction. C'est le "problème de conjecture."

⁴⁰ *Poll: Americans skeptical Iran will stick to nuclear deal* 13 sept. 2015 <http://edition.cnn.com/2015/09/13/politics/iran-nuclear-deal-poll/>

⁴¹ Voir *L'accord avec l'Iran et le 'problème de conjecture' de Henry Kissinger* 24 juil. 2015, traduction d'un article du Wall Street Journal de l'historien britannique Niall Ferguson <http://fim13.blogspot.fr/2015/08/laccord-avec-iran-et-le-probleme-de.html>

Si un président prend l'initiative d'une guerre préventive, il va annoncer à l'opinion une mauvaise nouvelle, exigeant un prix, de la peine et des vies. Si ses hypothèses lui commandent de payer un tel prix, c'est uniquement pour préserver son peuple d'une catastrophe infiniment plus coûteuse. En tout état de cause, il n'échappera pas ultérieurement à la critique, même s'il gagne la guerre. N'avait-il pas surestimé les risques, l'adversaire n'était-il pas un gesticulateur plus qu'un danger, etc.

S'il décide de ne rien faire, il échappe à l'annonce pénible d'une mauvaise nouvelle, et qui sait, peut-être les choses vont-elles s'arranger d'elles-mêmes. L'accord de Munich de 1938, est un bon exemple d'un problème de conjecture réglé par une dérobade ou une suite de dérobades. Elles ont coûté des dizaines de millions de victimes. Mais si les Anglais et les Français s'étaient débarrassés de Hitler dans une guerre préventive déclenchée au bon moment, nul n'aurait jamais imaginé les monstruosité qui auraient frappé le monde. D'où des critiques probables.

Souvent le leader trouvera bien plus commode de renoncer et de différer l'épreuve. Il jouira de l'image de l'homme de paix, quitte à laisser à ses successeurs le soin de gérer le désastre qui va probablement intervenir.

En cherchant à tout prix la conciliation avec le régime iranien par des concessions ubuesques, Barack Obama ne s'est-il pas tout simplement dérobé devant un dilemme de conjecture? N'était-il pas préférable pour lui de différer temporairement un violent conflit avec l'ogre persan, en se sculptant au passage une statue de Prix Nobel de la paix, plutôt que jouer au Churchill du 21^{ème} siècle? D'ailleurs, le tout premier acte de sa présidence avait été de renvoyer à Londres le buste du grand homme qui trônait sur le bureau de Georges W Bush. Il a fait le choix de temporiser, et de laisser aux administrations à venir la patate chaude de l'Iran nucléaire, que lui avait d'ailleurs passée Georges W Bush. Pour avoir bonne conscience, ne peut-on pas dire que l'Iran nucléaire est une question finalement secondaire pour l'Amérique?

Il est évident qu'Obama n'est pas Churchill, et on ne peut pas croire qu'il n'ait pas été amplement averti du cauchemar qu'il était en train de léguer. Mais il a fait le choix d'obtenir de l'Iran du temps contre la bombe à terme, et il a su tactiquement l'imposer. L'histoire jugera. Peut-être même que couverts de cadeaux à Vienne, les mollahs se convertiront à la démocratie. Qui sait?

La stratégie de l'équilibre

L'étude des conflits locaux montre que l'existence d'un équilibre approximatif entre les camps en présence réduit les chances d'une "montée aux extrêmes", tandis qu'un écart important incite le plus fort à engager la bataille. Par exemple, la guerre Iran-Irak (1980-1988) s'est achevée quand Khomeiny a été contraint de reconnaître qu'il ne pourrait pas venir à bout de Saddam et de ses soutiens. Inversement, le retrait total des troupes américaines en décembre 2011, a créé une situation de déséquilibre, faisant de l'Irak de Nouri al Maliki et de Fouad Massoum la proie tentante du voisin persan.

Du point de vue de cette doctrine, si l'équilibre entre sunnites et chiites était rétabli, les tensions régionales du Moyen-Orient pourraient être contenues et ouvrir une nouvelle ère dans les relations ethniques et religieuses locales. De fait, les chiites du cru sont une petite minorité exposée à la férule très rude des sunnites. Ce sont souvent les alliés traditionnels de l'Amérique comme l'Arabie saoudite qui l'exercent. A partir de là, l'appétit de sécurité de l'État iranien devient légitime, comme son action pour préserver les intérêts des chiites vivant dans les États régis par des sunnites, où ils sont parfois en majorité (Bahreïn, l'Irak de Saddam). Laisser l'Iran qui y tient tant devenir nucléaire, ne serait contraire ni à la morale, ni à la paix. Sous l'angle moral et politique, les standards de l'Iran des mollahs sont très peu recommandables, mais ceux des États sunnites n'ont rien à leur envier.

Ygal Carmon et Alberto Fernandez de Memri, font une analyse brève mais éclairante de cette délicate question⁴². Les membres d'une majorité numériquement écrasante n'accepteront jamais qu'on tente de réduire leur pouvoir et d'accroître simultanément celui de la minorité. Cette perspective crispe son inquiétude et sa colère. Il faut voir par exemple avec quelle détermination l'Arabie saoudite a déclaré qu'elle opposerait son armée à toute tentative de changement de pouvoir à Bahreïn. Le reproche le plus tenace et le plus répandu à Georges W. Bush dans le monde sunnite, c'est qu'il a fait la guerre d'Irak sous l'étendard de son concept de démocratie, pour remettre en fait le pouvoir aux chiites majoritaires dans ce pays. La montée de l'EI s'appuie avant tout sur l'immense détresse des tribus sunnites exposées à la domination chiite. Quand on interroge les Syriens (sunnites à 80%) sur leur perception de l'EI, ils expliquent que les forfaits, ce sont les troupes d'Assad (assimilées à des chiites) qui les commettent. Quatre cinquième d'entre eux sont favorables à l'EI⁴³. Le réservoir de combattants sunnites prêts à tout contre les chiites est inépuisable.

Par ailleurs, la politique d'équilibre déclenche l'ivresse de toute puissance dans la minorité chiite, incitée à l'activisme et au défi des pouvoirs en place. On l'a vu avec le Hezbollah au Liban, l'Irak post-Saddam, et même les troubles des provinces de l'ouest de l'Arabie saoudite. L'expansionnisme révolutionnaire iranien en est une autre expression. Paradoxalement cette politique est l'un des ferments de guerre les plus puissants au Moyen-Orient. Consentir à terme la bombe aux chiites comme le fait Obama, c'est sonner les trompettes de la mobilisation générale des sunnites, amers et furieux, l'assurance d'une course aux armements conventionnels et nucléaires, et *last but not least*, leur tentation de collaborer avec Israël.

⁴² Voir *Obama's Strategy Of Equilibrium*, Daily Brief n°51, 5 août 2015

<http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/8693.htm>

⁴³ *One in five Syrians say Islamic State is a good thing, poll says* Sudarsan Raghavan 15 sept. , 2015

<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/09/15/one-in-five-syrians-say-islamic-state-is-a-good-thing-poll-says/>

Il y a sans doute dans l'action d'Obama cette idée de créer des conditions de l'apaisement par l'équilibre, donc de peser en faveur de l'Iran. Il ne faut pas oublier que son inspiratrice, au plus près de sa personne jour et nuit depuis son entrée en politique, est Valérie Jarrett, une irano-américaine très sensible au destin de la nouvelle Perse. Elle fut le canal spécial des premiers contacts secrets de 2011. Pour illustrer l'implication américaine en faveur de l'Iran chiite, les paroles des conseillers d'Obama à David Remnick sont édifiantes: "*les dirigeants d'Israël, d'Égypte, de Jordanie et des États du Golfe... veulent faire des États-Unis leur bras séculier par procuration*"⁴⁴ Leur patron défend la même idée dans des termes plus conformes aux codes de la communication: "*si nous sommes capables d'amener l'Iran à agir de façon plus responsable, ... nous verrons un équilibre s'établir entre les sunnites, ou les majorités sunnites, les États du Golfe et l'Iran, avec de la compétition entre eux, peut être de la suspicion, mais plus de guerre active par procuration.*"⁴⁵

Le problème, c'est que la bombe atomique de l'Iran qu'Obama dit refuser (mais c'est de la rhétorique), tord l'équilibre dans l'autre sens, et qu'il était difficile de concevoir une action d'apaisement supposé plus à même d'embraser le Moyen-Orient et au-delà. En d'autres termes, l'équilibre d'Obama, c'est l'explosion assurée d'une guerre religieuse intra-islamique inexpiable. La récente intervention soviétique massive sur le théâtre syrien, en appui au pouvoir anti-sunnite de Assad, est de la même eau. Malgré leurs divisions, elle va rapprocher un peu plus les sunnites entre eux (pensons à la Turquie) dans un affrontement prolongé. La course au nucléaire devient alors un programme d'avenir incontournable pour tous les poids lourds de l'islam arabe et non-arabe, en dehors de l'Extrême-Orient.

Obama et le réalisme doctrinal

Le réalisme est une doctrine qui considère que la nature humaine est ce qu'elle est, et qu'elle n'est pas bonifiable. Dans l'ordre international, il y a des États qui défendent des intérêts et des visées, qui coopèrent parfois, mais qui ne renoncent jamais à l'option d'utiliser éventuellement la force pour arriver à leurs fins. Dans ce système, il n'y a pas de gouvernement mondial ni d'instance mondiale considérée par tous comme légitime pour trancher les différends. La paix perpétuelle de Kant est une chimère.

En fonction de ce contexte, le devoir du dirigeant est d'assurer la survie de l'État, d'être le bouclier de ses citoyens dans un environnement menaçant.

Dans un article important⁴⁶, qui est plus une défense admirative de la politique du président américain qu'un texte scientifique, Steven R David affirme qu'Obama, loin d'être un stratège sans boussole, inscrit sa politique

⁴⁴ *Going the Distance*, David Remnick The New Yorker, 27 janv. 2014

<http://www.newyorker.com/magazine/2014/01/27/going-the-distance-david-remnick>

⁴⁵ *Going the distance*, David Remnick, op cit.

⁴⁶ Voir *Obama: the reluctant realist* Steven R. David BESA 7 juin 2015 <http://besacenter.org/mideast-security-and-policy-studies/obama-the-reluctant-realist/>

internationale avec cohérence dans la doctrine du réalisme. Celle-ci impose plusieurs règles de base:

- 1- Les États doivent compter en dernière analyse sur eux-mêmes pour préserver leurs intérêts, pas sur d'autres États, ni *a fortiori* sur les institutions internationales;
- 2 - Ils doivent faire un bilan coûts/bénéfices de toute décision, pour maximiser les avantages au moindre coût;
- 3 - Les options morales des dirigeants ne doivent pas faire obstacle à la sécurité de l'État, la valeur suprême. La politique internationale n'a rien à voir avec le "travail social". La plus grande immoralité qui soit est la mise en péril ou la destruction de l'État.

Ces considérations sont très banales. Obama leur donnera un contenu concret, en appliquant sans fléchir un certain nombre d'orientations:

- donner la priorité à la sécurité des États-Unis, au bien-être de sa population, et protéger un certain nombre de valeurs partagées avec les alliés d'Europe, d'une partie de l'Asie et du Golfe persique;
- n'intervenir qu'en dernier ressort dans les conflits, écarter l'engagement des forces militaires US, sauf s'il n'y a réellement aucune autre alternative;
- laisser d'autres que les États-Unis le soin de prendre le combat à leur charge et l'observer de loin ("leading from behind"), encourager les pays alliés qui comptent sur les États-Unis à en faire davantage par eux-mêmes.

Ce réalisme supposé du président américain, n'est pas tout à fait un isolationnisme. S'il le faut absolument, l'armée sera engagée pour protéger un intérêt essentiel. Cependant, venant après le traumatisme vécu par l'opinion lors de la guerre d'Irak de GW Bush, cette orientation sonne le désengagement américain de toutes les zones brûlantes de la planète, en premier lieu du Moyen-Orient.

On peut alors résumer ainsi la politique qui a conduit à l'accord de Vienne. Les États-Unis ne se lanceront pas dans une confrontation stratégique coûteuse et incertaine avec l'Iran. L'Iran est un sujet important mais pas essentiel pour les USA, le Moyen-Orient est une région moins cruciale depuis l'acquisition par Washington d'une autonomie énergétique de long terme. Pour ne pas avoir dans les quelques mois à s'expliquer sur des essais nucléaires iraniens, un accord permettra de différer leur saut nucléaire de quelques années en échange de la reconnaissance internationale du droit de l'Iran au libre exercice d'activités nucléaires et balistiques de toute nature. Les alliés traditionnels de la Région, lourdement impactés par cette décision devront se contenter de recevoir en contrepartie quelques cargaisons d'armes modernes.

La seconde question évacuée au nom de la doctrine du réalisme, c'est l'alliance avec Israël. L'accord étant périlleux, peut-être fatal à Israël, menacé en permanence par l'Iran d'être rayé de la carte, la ratification (ou la pseudo ratification) de l'accord se compliquait pour le président. Le peuple américain, donc le Congrès, est attaché à Israël, cette nation de pionniers qui fait des miracles (démocratie, technologie, écologie, art militaire) dans une région où la morale et la modernité gisent dans un marécage, d'où

sortent des légions de terroristes. Couper Israël du peuple américain et de sa minorité juive influente à l'aide du narratif palestinien (colonisation, refus de négocier, négation des droits nationaux) devient un impératif stratégique de premier ordre du point de vue du "réalisme" révisé par Obama et Steven R. David. Avec une cohérence implacable, Obama s'est emparé de ce dossier dès le premier jour de son premier mandat, jetant aux orties les deux principes de l'alliance à peu près respectés jusque là: "no daylight" c'est à dire pas l'épaisseur d'une feuille de cigarettes entre nos positions publiques, et "no surprise" pour la documentation préalable des décisions.

Dans la version Obama-David du réalisme, Israël serait pour les États-Unis un allié de moindre poids depuis l'effondrement de l'URSS. De plus, le partage de valeurs communes aurait perdu tout contenu avec *"le rude traitement des Palestiniens, la mort de civils, la poursuite de l'occupation de la Rive Ouest de Jourdain."* Pour ces raisons morales et stratégiques, les intérêts d'Israël, son existence même, ne sont plus qu'un détail de l'échiquier régional pour l'Oncle Sam version Obama.⁴⁷ L'administration Obama ne s'est jamais expliquée clairement mais c'est sa politique.

À l'exception des pratiques de corruption et de népotisme, tous les dirigeants politiques du monde font du réalisme comme M. Joudain faisait de la prose, sans le savoir. Par contre l'adhésion au "réalisme" ne dispense personne d'être pragmatique, intelligent et avisé. À défaut, le réalisme a vite fait de se transmuter en élucubrations, comme le carrosse de Cendrillon en citrouille.

Quand le "réaliste" Obama donne un feu vert juridique et politique aux activités nucléaires et balistiques de l'Iran, il devrait anticiper le poids immense de cette puissance hégémonique sur les arrières de l'Europe. La prospérité américaine, l'alpha et l'oméga du réalisme, est liée à la prospérité de l'Europe comme les lèvres et les dents. Laisser la veine jugulaire du Vieux Continent à portée des griffes d'un régime messianique nucléarisé est une folie pour la prospérité américaine. On a déjà vu que par un jeu de dominos, l'investissement sunnite dans le nucléaire pakistanais conduira à une course aux armements nucléaires avec l'Inde. Le monde est aujourd'hui un système global dont les points les plus éloignés interagissent puissamment entre eux. On ne laisse pas l'un des foyers qui irradie le plus violemment jusqu'au bout du monde, le Moyen-Orient et ses deux Golfs stratégiques, à la merci d'un régime messianique apocalyptique pour qui *"la destruction n'est pas une menace mais un encouragement"* (Bernard Lewis), sans présenter les symptômes d'un divorce grave avec la réalité.

Quand le "réaliste" Obama décide de "pivoter" vers l'Asie, il faut d'abord que le Moyen-Orient soit stabilisé s'il veut réussir. Sans cela le Levant et le Croissant Fertile tireront par le col de la chemise ceux qui les ont gardés sous tutelle depuis six décennies. Or l'accord de Vienne crispe l'antagonisme sunnites-chiites comme jamais, et met sur le pied de guerre des États rentiers dont l'ambition antérieure

se limitait à la jouissance de leurs avoirs. Le "pivot" vers l'Asie qu'Obama va léguer à ses successeurs pourrait bien prendre des allures de toupie.

Le réalisme est en fait la couverture idéologique idéale d'une politique visant à révoquer le système d'alliances de l'Amérique hérité d'une histoire qui remonte à sa fondation, et par ricochet le noyau de valeurs qui lui sert de socle. Car révoquer des alliances, c'est en passer de nouvelles dans les rangs du ballet de spectres et de vampires qui hante l'arène internationale. C'est par cette lucarne que l'on peut entrevoir l'originalité du pouvoir d'Obama, et les motifs de ses assiduités pour le régime iranien.

Le "transformational" président

L'homme qui entre en politique à Chicago grâce aux liens de son épouse avec une obscure conseillère municipale de Chicago, Valérie Jarrett, est fort mécontent de l'Amérique. Michael Oren, l'historien israélo-américain et ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis, raconte dans son ouvrage *"Alliés. Mon voyage au cœur de la cassure israélo-américaine"* qu'en prenant ses fonctions, il avait épluché les écrits du président pour en savoir plus sur la personnalité de celui avec qui il allait travailler. David Horowitz évoque la stupéfaction de M. Oren à la lecture de l'autobiographie d'Obama, *"Les rêves de mon père"*. *"Ce livre critique les Américains, leur capitalisme et leur culture de consommation, leur pillage de l'environnement et le maintien de structures de pouvoir archaïques... [Obama] accusait les Américains en voyage à l'étranger d'étaler leur ignorance et leur arrogance..."*⁴⁸

Ce regard hyper critique n'est guère surprenant quand on connaît les 20 années d'étroite proximité de la famille Obama avec le pasteur Jeremiah Wright, un antisémite obsessionnel dont la devise était *"que Dieu maudisse l'Amérique."* Il maria néanmoins le couple Obama et baptisa ses deux filles. Ses amitiés aussi avec Edward Saïd le célèbre contempteur de l'Occident ou Rashid Khalidi, l'un et l'autre soutiens de l'extrémisme palestinien. Ses liens enfin avec Bill Ayers, un des leaders des Weather Underground, un groupe de la gauche radicale armée de la fin des années 60.

L'opinion américaine ne savait sans doute pas qu'il fallait prendre au mot l'engagement de la première campagne du futur président, de "changer fondamentalement les États-Unis d'Amérique." Il confirmait son slogan une fois élu en se présentant comme le *"transformational" président*, c'est-à-dire le président qui ne se contentera pas d'exercer un mandat mais qui laissera derrière lui une Amérique profondément différente, aussi bien dans les affaires intérieures qu'en politique internationale.

Dans une première approche la politique internationale d'Obama était une politique anti-Bush, contrecoup de l'échec militaire en Irak et du traumatisme subi par les Américains. Mais dans son esprit cet échec s'inscrivait dans une longue culpabilité de l'Amérique, de l'Occident, à l'origine de tous les forfaits qui ont déchiré le monde, de

⁴⁷ Voir *Obama, Reluctant realist*, op cit. Paragraphe, *Implications of Obama's realism for Israel*

⁴⁸ Voir *From Clooney to Clinton: 20 revelations from Michael Oren's new book*, David Horowitz 17 juin 2015 <http://www.timesofisrael.com/from-clooney-to-clinton-20-revelations-from-michael-orens-new-book/>

La bombe iranienne ou le douteux triomphe de la présidence Obama

l'esclavage à la colonisation. Aussi le "*transformational president*" ne se contente-t-il pas de préserver les intérêts américains et d'élever les standards moraux de son action. Il veut que s'instaure une diplomatie active, de nouveaux partenariats, l'impossibilité pour une nation de dominer les autres nations. Ils demande à la tribune de l'ONU que "Nous, les nations du monde, ne revenions jamais aux vieilles méthodes du conflit et de la coercition."⁴⁹

A des années-lumière du réalisme, le discours présidentiel se résume à un internationalisme idéaliste. Il veut que dans les relations entre les nations, les rapports de force et les cycles de violence qu'ils véhiculent soient remplacés par des cycles vertueux de paroles, de négociations et de coopération, ce qu'il appelle "l'engagement". Par exemple face à l'Iran, ce qu'il faut obtenir, c'est que le régime s'adoucisse au fond de lui même et qu'il change de comportement par la grâce des concessions. S'enclencherait alors un cycle d'adoucissement et de concorde. Et pourtant Obama n'est pas le pape prononçant son homélie du balcon du Vatican.

Ce fantasme explique son extrême réticence à imposer quoi que ce soit aux ayatollahs de Téhéran. Il a reculé sur l'option militaire, sur le démantèlement, sur les inspections, sur le rétablissement des sanctions, sur la fermeture de Fordow et d'Arak, sur l'intégration des missiles à la négociation, sur la reconnaissance d'Israël comme condition de l'accord, etc. Tout sauf la rupture des négociations. Il a même fait mieux. Après avoir été contraint d'accepter les sanctions votées par le Sénat, il s'en est emparé pour obliger les mollahs à négocier, c'est-à-dire pour les amener à accepter malgré eux les concessions qu'il voulait leur offrir (non démantèlement, droit à l'enrichissement). Dès 2011, il leur

avait fait secrètement cette proposition qu'ils avaient refusée.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que les réquisitoires d'Obama fustigent l'Angleterre de Churchill, l'Amérique de Bush et de Reagan, Israël, et accessoirement les sunnites du Golfe. Par contre les gracieusetés sont offertes à l'islam en général, aux Frères musulmans, aux mollahs, accessoirement au régime cubain.

Il faut tout le culot de l'ancien politicien de Chicago pour prêcher la concorde, invoquer Mandela et attribuer au Führer iranien le droit à l'enrichissement, la bombe, les ICBM, 100 milliards de dollars et la liberté d'action sur le théâtre syrien. Dans une adresse d'une hauteur exceptionnelle, Ruth Wise, professeur de littérature et de Yiddish à Harvard lance une redoutable mise en garde au premier président noir de l'Amérique : "*l'accord nucléaire du président Obama avec l'Iran est un acte intentionnel. C'est la première fois que les États-Unis vont passer délibérément un pacte avec un pays décidé à annihiler un autre peuple - un pacte où il n'est même pas exigé de ce pays qu'il répudie formellement ses objectifs génocidaires.... En fonction de l'issue de l'accord iranien, ce rapprochement avec un régime antijuif pourrait un jour rejoindre la souillure de l'esclavage dans l'héritage de l'Amérique.*"⁵⁰

Jean-Pierre Bensimon

⁴⁹ Voir *The roots of Obama's catastrophic foreign policy*, Bruce Thornton, 6 oct. 2015

<http://www.frontpagemag.com/fpm/260357/roots-obamas-catastrophic-foreign-policy-bruce-thornton>

⁵⁰ Voir *Obama's Racial Blind Spot*, 30 juil. 2015

<http://www.wsj.com/articles/obamas-racial-blind-spot-1438301157>



France Israël Marseille, Alliance général Koenig
Paix et Vérité, cercle d'Idées

Adresse : FIM BP 42 13266 Marseille cedex 08 Email : paixetverite@free.fr

Site en construction : <http://paixetverite.blogspot.fr/>

<http://fim13.blogspot.fr/>